

**Stop aux politiques d'austérité**  
**Non au projet Macron/Bayrou de 40 Milliards**  
**de baisse de la dépense publique**  
**Oui à la justice sociale et fiscale**  
**Oui à la taxation des grandes fortunes, actionnaires**



# L'HEURE EST À LA MOBILISATION ET À L'ACTION **LES 10 ET 18** **SEPTEMBRE**

C'est dans ce contexte international dramatique et en pleine période de congés que le gouvernement, au service du patronat, a annoncé un budget d'une violence inédite : vol de 2 jours fériés ; doublement des franchises médicales ; gel du salaire des fonctionnaires, des pensions des retraité-es, de toutes les allocations sociales (aides au logement, allocations familiales, allocation adulte handicapé...) ; réforme de l'assurance chômage ; suppression de 3000 postes de fonctionnaires avant des dizaines de milliers d'autres ; coupes dans les budgets des hôpitaux, des écoles, de la culture ; volonté affichée de remettre en cause la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés et de précariser toujours plus les contrats...

Si ce budget était adopté, chacune et chacun perdrait plusieurs centaines d'euros en 2026, nos services publics et notre système de protection sociale seraient considérablement affaiblis. Dans les territoires d'outre-mer, ce serait la double peine : de violentes baisses de revenus alors que les prix sont déjà beaucoup plus élevés.

**Parmi toutes ces mesures, plusieurs touchent de plein fouet les retraité-es :**

- **Baisse des pensions** : les retraites ne suivent plus l'augmentation des prix, plongeant toujours plus de retraité-es dans la précarité.
- **Accès à la santé de plus en plus restreint** : remboursements, franchises médicales en hausse, manque de médecins et fermetures d'hôpitaux.

- **Services publics en recul** : transports, énergie, aides à domicile, services de proximité... autant de droits indispensables aux retraité-es qui disparaissent ou deviennent hors de prix.

### **Mais pourquoi une telle cure d'austérité ?**

Parce qu'Emmanuel Macron a multiplié les cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises tout en engageant une augmentation massive des budgets militaires au profit des vendeurs d'armes, Américains et autres...

**Nous refusons, encore une fois, que le monde du travail soit sommé de passer à la caisse** : c'est aux grandes entreprises et aux actionnaires, qui se gavent de l'argent public et des dividendes, de payer !

Les salarié-es, actif-ves comme retraité-es, ont très vite compris qu'une fois de plus elles et ils allaient devoir se serrer la ceinture et passer à la caisse. Près de 80 % des français-es rejettent le plan d'austérité Macron/Bayrou.

Aussi, en mauvais VRP, le Premier ministre utilise tous les stratagèmes, y compris mensongers et fallacieux, pour faire avaler la pilule aux Françaises et Français. C'est ainsi qu'il accuse les retraité-es « boomeurs » d'être responsables du déficit public. Ces propos sont indignes d'un Premier ministre de la République française et constitue une véritable provocation inacceptable ! Ce ne sont pas les retraité-es qui sont à l'origine des déficits publics. Bien au contraire, toute leur vie, elles et ils ont cotisé, travaillé,

contribué au développement économique du pays, participé au financement de la protection sociale, des services publics et la solidarité nationale... Les mesures d'austérité annoncées par le 1<sup>er</sup> ministre et son gouvernement vont intensifier et aggraver les difficultés rencontrées par de nombreux et nombreuses retraité-es déjà en grande souffrance.

**Aujourd'hui, plus d'un million de retraité-es vivent sous le seuil de pauvreté.** Beaucoup doivent choisir entre se chauffer, se nourrir ou se soigner.

- 50 % des 17,3 millions de retraité-es ont des pensions en dessous du SMIC, et 1,4 million sont considérés comme pauvres, c'est-à-dire avec des retraites inférieures à 965 €.
- Dans la fonction publique territoriale, la pension moyenne est de 1263 euros mensuels.
- 50 % des retraité-es sont en dessous de 1250 euros mensuels et 30 % sont au « minimum garanti », en majorité des femmes.

**Dans le même temps, d'autres bénéficient de belles rémunérations.**

- 82 milliards d'euros de dividendes ont été versés aux actionnaires.
- Les entreprises ont reçu 213 milliards d'euros d'aides publiques sous forme d'exonérations de cotisations sociales, de baisses d'impôts, etc., sans contrepartie, ni sur l'investissement ni sur l'emploi ni sur les salaires.
- ...

Aujourd'hui et demain, et quel que soit le gouvernement en place, il faut en finir avec des politiques d'austérité qui frappent toujours les mêmes, les salarié-es, les retraité-es, les demandeurs d'emploi ! Les finances publiques souffrent d'un manque de recettes. Il est grand temps d'imposer une véritable justice sociale et fiscale.

**Aussi, l'heure est plus que jamais à la mobilisation !**

La dynamique de l'initiative citoyenne du 10 septembre démontre l'ampleur de la colère sociale. La CGT souhaite que cette journée soit une première étape réussie. Elle appelle donc ses **syndicats à débattre**

**avec les salarié-es et à construire la grève partout où c'est possible.**

Nous savons bien qu'une seule journée de mobilisation ne sera pas suffisante, un véritable processus de mobilisation est nécessaire pour gagner. **La CGT, avec l'ensemble des organisations syndicales en responsabilité, appelle à une journée de mobilisation et de grève le jeudi 18 septembre.**

**L'union fédérale des retraité-es CGT des services publics appelle solennellement les retraité-es**

de la fonction publique territoriale et du secteur privé du logement, de l'eau, du secteur funéraire, **à manifester** en masse aux côtés des actifs-ves **les 10 et 18 septembre**, à participer aux initiatives à caractère syndical qui seront organisées dans les prochaines semaines, à donner un prolongement à leur engagement en se syndiquant à la CGT.

**Tous les ingrédients sont réunis pour gagner ! Prenons les choses en main pour imposer nos exigences sociales et environnementales.**

## LES REVENDICATIONS DE LA CGT SONT JUSTES :

- ▶ Pas de salaire et de pension en dessous du salaire minimum fixé à 2 000 euros mensuels ;
- ▶ 10 % d'augmentation immédiate ;
- ▶ 300 euros immédiats de rattrapage de perte du pouvoir d'achat sur les pensions ;
- ▶ Des mesures permettant de préserver et de pérenniser la caisse de retraite CNRACL ;
- ▶ Développement des services et emplois publics (statutaires) permettant de répondre aux attentes des citoyen-nes et aux enjeux des transitions sociales, écologiques ;
- ▶ L'arrêt des exonérations des cotisations sociales patronales ;
- ▶ L'égalité salariale femmes/hommes.

## BULLETIN D'ADHÉSION

à l'Union fédérale des retraité-es CGT des Services publics



Nom ..... Prénom.....

Adresse postale.....

Code postal ..... Ville.....

Adresse mail : ..... @.....

N° de téléphone .....

Branche professionnelle d'origine .....

À renvoyer à : **Fédération CGT des Services publics – Union fédérale des retraité-es**

Case 547 – 263 rue de Paris – 93515 MONTREUIL CEDEX – ufr@fdsp.cgt.fr

**JE FLASHE LE CODE  
POUR ME SYNDIQUER**

